

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/38
10 janvier 2002

(02-0111)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

MESURE DE SAUVEGARDE PROVISOIRE IMPOSÉE PAR LES PHILIPPINES À L'IMPORTATION DE CARREAUX EN CÉRAMIQUE

Demande de consultations au titre de l'article 12:4
de l'Accord sur les sauvegardes

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 janvier 2002.

1. Le 29 juin 2001 (document G/SG/N/6/PHL/2), les Philippines ont notifié au Comité des sauvegardes de l'OMC, au titre de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes, l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes concernant les importations de carreaux en céramique.

Le 26 novembre 2001 (document G/SG/N/7/PHL/2 et G/SG/N/8/PHL/2), les Philippines ont notifié audit comité, au titre de l'article 12:1 b) et 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes, la constatation de l'existence d'un dommage grave et l'imposition de mesures provisoires à l'importation de carreaux en céramique.

2. La Commission européenne est très préoccupée par la conformité de cette mesure provisoire avec l'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes. En particulier, au vu des renseignements disponibles, elle doute fortement que les prescriptions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes pour l'adoption d'une mesure de sauvegarde provisoire aient été respectées en l'espèce.

3. La Commission européenne demande donc l'ouverture de consultations au titre de l'article 12:4 de l'Accord sur les sauvegardes et propose que ces consultations aient lieu très rapidement à une date et en un lieu convenus d'un commun accord.

4. La Commission européenne réserve tous ses droits au titre de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier l'article 14, et du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.
